



SETTIMANALE CORSU D'INFORMAZIONE SETTIMANALE CORSU D'INFORMAZIONE



Photo iStock / City Presse

VIE PRATIQUE



Photo JE

SOCIÉTÉ



Photo JE

POLITIQUE

1,75€

KAMPÀ P2 • ÉDITO P3 • OPINIONS P4
 DETTI È FATTI P5 • VIE PRATIQUE P6 À 9
 LA SÉLECTION DE LA RÉDACTION P10
 SOCIÉTÉ P20 • POLITIQUE P21 •
 LINGUA P22 • APPUNTAMENTI P24
 RÉTRO P25 • CARNETS DE BORD P26
 ANNONCES LÉGALES P11



S E M P R ' À F I A N C ' À V O I



VIE PRATIQUE

Les installations électriques ne sont pas en bon

Quand tout va bien : Bon état général de l'installateur



Etat moyen : L'installation électrique est anci



Mauvais état : L'installation électrique est ob

P6 À 9

OPINIONS

DETTI È FATTI

LA SÉLECTION DE LA RÉDACTION

SOCIÉTÉ

POLITIQUE

LA CHRONIQUE DE JEAN CHIORBOLI

CULTURE **L'APPUNTAMENTI DI SANTU CASANOVA**RÉTRO **UN ANNU FÀ**

CARNETS DE BORD

ANNONCES LÉGALES

P4

P5

P10

P20

P21

P22

P24

P25

P26

P11

ICN INFORMATEUR CORSE NOUVELLE™

RÉDACTION

Directeur de la publication – Rédacteur en chef :

Paul Aurelli

(Heures de bureau 04 95 32 89 95 – 06 86 69 70 99)

journal@icn-presse.corsica

Chef d'édition :

Elisabeth Milleliri

informateur.corse@orange.fr

(Heures de bureau 06 44 88 69 40)

1^{er} secrétaire de rédaction :

Eric Patris

eric.patris-sra@icn-presse.corsica

(Heures de bureau 06 44 88 66 33)

BUREAU DE BASTIA

1, Rue Miot (2^e étage), 20200 BASTIA

• **Secrétariat Bernadette Benazzi**

Tél. 04 95 32 04 40 (Heures de bureau 06 41 06 58 36)

gestion@corsicapress-editions.fr

• **Annonces légales Albert Tapiero**

Tél. 04 95 32 89 92 (Heures de bureau 06 41 58 40 23)

al-informateurcorse@orange.fr

CorsicaPress Éditions SAS

Immeuble Marevista, 12, Quai des Martyrs, 20200 Bastia,

Tél. 04 95 32 89 95

Société locataire-gérante des titres et marques

Principaux associés : PA, JNA, NCB, JFA, GA, AG, RL, PMLD.

Fondateur Louis Rioni

CPPAP 1125 C 88773 • ISSN 2114 009

Membre du SPHR et de

l'Alliance de la Presse d'Information Générale

AZ Diffusion 20600 Bastia • Dépôt légal Bastia

À MODU NOSTRU

Cambiemu avà !

Ci sariani sughjetti tabù in Corsica? Aiò! C'hè da dumandassi quantunqua. À mezu à quissi qui, a timatica bullenti di ciò chì omu chjama a «divagazioni animali». Quilli millai di vacchi, tori o porchi d'allevu chì si ritrovani nant'à i stradi di i nostri paesi o vicinu à i cità è chì, quand'elli scontrani l'omi à pedi o in vittura, poni fà nascia accidenti calchi volta drammatici. Un associu citadinu, chì si chjama Cambià Avà, hà dicitu di mubilizassi pà falla finita cù una situazione chì nulla o nimu ùn riesci à risolve par avà. A struttura hà urganizatu pocu fà una cunfarenza di stampa pà criticà a mancanza d'azzioni da a parti di u Statu è di a Cullittività di Corsica nant'à ciò chì custisci un veru prublema di sucità. Cambià Avà voli purtà à u più altu a parolla di i vittimi di a divagazioni animali. Vittimi chì si poni senta tralasciati ind'a so presa in carica medicali, amministrativa è ghjuridica. D'altrondi, quandu i lagnanzi sò posti ind'i sirvizi di pulizia è di gendarmeria, l'affari ùn sboccani mai nant'à un risultatu, puru negativu. Qandu omu si ghjira ver di una municipalità, hè listessu. Ci voli à di dinò, pà difenda appena calchi merri, chì i primi magistrati di certi cumuni si sentini assai soli pà luttà contr'à stu dannu, vistu chì nè i prifitturi, nè a CdC ùn si movini. Senza un travaghju in cumunu trà sti trè entità di a putenza publica, ùn si vedi micca com'elli pudariani cambià i cosi. Pà ciò chì cuncerna l'agricultori, hè una minorità d'allivadori chì facini pagà à tuttu un mistieri u so lascia corra è u so cumpurtamentu micca rispunsevuli è piriculosu. Un mondu agriculu chì si pudaria mubilizà, à senta l'associu Cambià Avà, malgradu l'influenza di sta famosa minorità «gattiva» nant'à l'istituzioni agriculi corsi, induv'ella pudaria essa raprisintata soca. Aspittendu infini chì stu tabù sighi sciappatu, i vittimi vulariani essa associati à i dibattiti quand'elli si tinarani, participà à riunioni di travaghju è cumissioni, ma prima di tuttu d'essa ricivuti da l'autorità è intesi. Saria un minimu. ■ Santu CASANOVA

Vous aimez écrire et/ou prendre des photos?

Vous avez une bonne connaissance de la vie publique, culturelle, associative et sportive dans votre bassin de vie?

Vous souhaitez mettre en lumière les initiatives qui y voient le jour?

Vous vivez en Centre-Corse, dans le Cap, la région de Vico, celle de Bonifacio ou le Sartenaï?

REJOIGNEZ L'ÉQUIPE CLP D'ICN

Écrivez-nous: journal@icn-presse.corsica

SI PASSA CALCOSA... ANNANT'A RETA

Le décompte quotidien des morts du Covid n'émeut plus grand-monde. Oui, certes, c'est comme si, chaque jour, un avion de ligne se crashait et qu'il n'y ait aucun survivant. Mais aussi, quelle idée de prendre l'avion lorsqu'on est vieux, qu'on présente des comorbidités et qu'on n'est pas, pour une raison ou un autre, à jour de ses vaccins? En revanche, la twittosphère a frémi en apprenant que, dans la nuit du 19 janvier, dans une rue très passante de Paris, un homme était mort de froid, après avoir fait une chute. Quoi de plus banal? En 2020, 553 personnes sans domicile sont mortes dans la rue, soit peu ou prou le bilan de deux crashes. Mais aussi, quelle idée de prendre l'avion, lorsqu'on n'a même pas de quoi se loger? Seulement voilà, ce mort de la rue-là n'était pas un SDF dont seule une association se souciera de rappeler qu'il avait un nom, comme tout le monde. René Robert, 84 ans, était un photographe connu pour ses portraits des grandes figures du flamenco. Qui aurait pu croire qu'un tel homme, apprécié, admiré, aimé, connaîtrait le sort de ceux que notre société s'est résignée, assez facilement, à classer dans les pertes inévitables? C'est pourtant ce qui s'est produit, 9 heures se sont écoulées durant lesquelles il aura été ignoré, nié, par les passants. Jusqu'à ce qu'un homme, un seul, ne le voie, s'inquiète et prévienne les secours. Un homme sans domicile fixe, mais qui a encore le cœur logé à la bonne enseigne, lui. Un journaliste lui aussi connu, ami de la victime, a exprimé sa tristesse, sa colère, dénoncé l'indifférence meurtrière, non sans toutefois se demander si lui-même aurait agi différemment de ces passants qui regardaient fort opportunément ailleurs. Certains verront dans cette interrogation une courageuse honnêteté, d'autres un paraphe au bas d'un constat de décès: celui de notre humanité. ■ EM

-  **Midi Libre** @Midilibre
Le photographe René Robert est mort en pleine rue à Paris dans l'indifférence des passants après avoir fait une chute
-  **Michel Mompontet** @mompontet · 24 janv.
 Assassiné par l'indifférence. Ce soir 19h20 sur France Info TV mon hommage au photographe René Robert, mort seul dans une rue passante de la capitale sans que personne ne s'arrête et lui porte secours...et ce que cette tragique et révoltante fin de vie nous apprend de nous-mêmes
-  **Michel Mompontet** @mompontet · 23 janv.
 Si cette mort atroce peut servir à quelque chose ce serait ceci. Quand un humain est couché sur le trottoir, aussi pressé que nous soyons, vérifions son état. Arrêtons nous un instant.
-  **Saveriu Luciani** @SaveriuL · 25 janv.
 Tomba st'indiferenza in carrughju. Un'omu hè mortu di fretu, dopu esse cascatu, l'altra notte. Disgrazia parigina chì puderebbe accade qui, in un'esiliu ch'un hè più solu geograficu. A indifferenza assassina si rode u pocu d'Umanità chì ci ferma. Poveru Mondu, poveru ch'hè tù si
-  **★Croisepattes★ #SDF ★ #AuRasDuSol ★ Écrivillon ★** · 25 janv.
 En réponse à @guybirebaum et @mompontet
 "Nous sommes pressés, nous avons peur, nous avons nos vies..." Oui, celui ou celle qui vit #AuRasDuSol peut souvent y mourir dans en certaine indifférence. Oui, nous faisons peur car nous sommes le niveau le plus bas de l'échelle sociale...
-  **Michel Mompontet** @mompontet · 23 janv.
 En réponse à @claudinecouper1
 Ce qui ajoute de la culpabilité à l'horreur c'est que je ne suis pas à 100% sûr de m'être arrêté si j'étais passé dans cette rue cette nuit là. Ce doute me terrifie.
-  **Anime surelle** @ellerus_eminA · 25 janv.
 « Est-ce que je suis sûr à 100 % que, si j'avais été confronté à cette scène, je me serais arrêté ? »
 Consternante question.

HUMEUR

Deux ans après...

Non, il ne sera pas ici question de pandémie, de virus, de masques ni de chiffres macabres. Cependant, ne vous y trompez pas, le sujet n'est guère plus réjouissant. Mercredi 26 janvier, *le Parisien* a publié un sondage portant sur l'antisémitisme en France, réalisé par l'Ifop pour le compte de l'AJC (American Jewish Committee) et la Fondation pour l'Innovation politique. Le précédent date de 2019. On y apprend avec consternation – et colère aussi – que 18 % des parents juifs sondés rapportent que leur enfant a été agressé physiquement à cause de sa confession. Toxiques à défaut d'être contondants, les stéréotypes antisémites sont non seulement répandus, mais ils gagnent du terrain. Ainsi, les catholiques sont aujourd'hui 5 % de plus qu'en 2019 à estimer que «*les Juifs ont trop de pouvoir dans les médias*» (29 contre 24 %), les musulmans interrogés, eux, répondant oui à 54 % dans le même temps. La liste est longue, amère et révoltante, au milieu de laquelle la proposition «*les Juifs utilisent aujourd'hui dans leur propre intérêt leur statut de victimes du génocide nazi*» recueille 34 % d'approbation chez les catholiques et 40 % chez les musulmans, soit une augmentation de 4 % et 10 % respectivement. Seule «*consolation*», les 65 % parmi les catholiques du panel qui considèrent que «*les Juifs sont injustement attaqués quand les choses vont mal*», en augmentation de 8 % par rapport à 2019. Chez les musulmans sondés, en revanche, la proportion de ceux sont en accord avec cette phrase est tombée de 7 % à 40 %. Mention spéciale aux 24 % de musulmans et 11 % de catholiques qui pensent que «*les Juifs sont responsables de nombreuses crises économiques*». Avec le maelström de crise qu'on nous promet et dont nous commençons à vivre les premières attaques, il y a là de quoi sérieusement s'inquiéter. À croire que durant les deux années écoulées, beaucoup trop des «*braves gens*» interrogés ont jugé bon de potasser les Protocoles de Sion à défaut de ceux d'Ibiza. ■ Eric PATRIS



PLAN SALVEZZA

Comment endiguer la précarité alimentaire?

Le 21 janvier, la collectivité de Corse organisait à Biguglia une « conférence alimentaire », déclinaison du Plan Salvezza, lancé par l'Exécutif corse en réponse à la crise Covid et adopté à l'unanimité en novembre 2020 par l'Assemblée de Corse. L'objectif était de dégager des pistes d'actions concrètes pour lutter contre la précarité alimentaire et permettre à la population insulaire un accès à une nourriture durable et de qualité. Sur la scène de l'espace Charles-Rocchi, Bianca Fazi, conseillère exécutive en charge de la santé et du social, a dressé un bilan de ce que la Corse connaît actuellement, avec un taux de pauvreté de 20 %, une augmentation des bénéficiaires des minima sociaux. Le tout amplifié, ces deux dernières années, par la crise de la Covid-19. Pour Lauda Guidicelli, conseillère exécutive en charge de la jeunesse et des sports, « *l'union de tous est nécessaire, la crise renforce les inégalités. Il faut agir pour partager nos informations. La réaction doit être rapide et commune* ». Certains évoquent la mise en place d'une banque alimentaire régionale; mais si les associations d'aides aux plus précaires présentes dans la salle font état d'une augmentation du nombre de leurs bénéficiaires, sur la scène, les services de l'État et de la Collectivité de Corse ont du mal à déterminer leur nombre exact « *en raison des diverses méthodes de calcul utilisées par les différentes structures: panier-repas, famille, foyer, individuel, plus les personnes qui sollicitent l'aide de plusieurs associations qui peuvent être comptées en double* ». Mais le constat est là, la précarité est bien installée en Corse. On passe également en revue les dispositifs déjà en place ou qui peuvent être développés, des vergers aux pieds des habitations collectives de l'office de l'habitat, aux tarifs de repas réduits pour les étudiants boursiers et évidemment les bons alimentaires. On évoque aussi la participation des grandes surfaces, des associations et la capacité collective à « innover ». Marie-Antoinette Maupertuis, présidente de l'Assemblée de Corse, souligne l'importance d'être en capacité de sortir d'une dépendance et de produire localement. Pour autant, depuis la salle, Joseph Colombani, président de la Chambre d'agriculture de la Haute-Corse et leader de la FDSEA en Corse n'a pu que constater et déplorer l'absence de l'Office de développement agricole et rural de Corse (Odarc): « *On ne pourra pas être efficace pour résoudre le problème de la précarité alimentaire sans intégrer les agriculteurs* ». ■ JE

TRANSPORT AÉRIEN

Air Corsica renoue avec sa dynamique d'avant-crise

Présenté le 20 janvier 2022 à Ajaccio par les dirigeants de la compagnie, le programme des lignes internationales d'Air Corsica pour l'été 2022 tend à renouer avec une dynamique d'avant-crise, en ouvrant des lignes nouvelles à destination de l'Europe et en reprenant celles qui avaient dû être suspendues durant la crise sanitaire. Après deux années perturbées par la pandémie de Covid-19, elle propose ainsi, à compter du 2 avril prochain, douze lignes internationales vers six pays différents – ce qui représente au total une offre de 150 000 sièges – qui viennent s'ajouter à ses douze lignes permanentes de service public et ses douze lignes domestiques hors service public. Les vols européens, à destination de la Belgique (Bruxelles), la Suède (Göteborg), l'Autriche (Vienne et Salzbourg), le Royaume-Uni (Londres), la Suisse (Zurich) et l'Italie (Rome) sont répartis équitablement entre les aéroports de la Corse-du-Sud (Ajaccio et Figari) et ceux de la Haute-Corse (Bastia et Calvi). Les tarifs proposés démarrent à 59 € TTC l'aller-simple (Belgique), et comprennent l'emport gratuit d'un bagage en soute de 23 kg par personne et d'un bagage en cabine de 8 à 12 kg en sus d'un accessoire. La commercialisation étant destinée à optimiser le coefficient de remplissage en fonction des divers marchés ciblés, en complément des ventes réservées au public, une partie de la capacité de chaque vol est mise, par contrat, à la disposition de tours opérateurs des pays européens concernés. Les réservations et achats sont déjà accessibles, soit par l'intermédiaire du site internet d'Air Corsica, www.aircorsica.com, soit par l'intermédiaire des agences de voyages en Corse. ■ AN



AJACCIO FACILITE LEUR DÉTECTION AVEC SIGNALICASA

Votre signalement concerne-t-il le confort du logement ?



Les installations électriques ne sont pas en bon état.

Quand tout va bien : Bon état général de l'installation électrique du logement. L'installation répond aux normes en cours.



Etat moyen : L'installation électrique est ancienne mais fonctionne sans danger.



Mauvais état : L'installation électrique est obsolète et présente des risques de contacts directs.



Très mauvais état : L'installation électrique intérieure semble "bricolée", anarchique, non protégée. Il n'y a pas de prise de terre.

Déployée le 21 janvier 2022 par la Ville d'Ajaccio, la plateforme Signalicasa permet aux personnes résidant sur la commune qui sont confrontées à une situation de mal-logement de la signaler et la décrire de manière simple, puis de valider ce signalement.

Fils électriques dénudés, garde-corps ou rambardes qui menacent de se desceller, infiltrations d'eau ou moisissures, salle de bains et toilettes en mauvais état voire absentes du logement, problèmes d'isolation, invasion d'insectes nuisibles... Autant de points, parfois cumulés, qui peuvent caractériser un logement non-décent. En France, on estime que 4 millions de personnes sont concernées par le mal-logement. Si on y ajoute la question de plus en plus cruciale de la précarité énergétique, le chiffre s'élève à 7 millions ; or la conjonction entre dégradation des logements, a fortiori lorsqu'ils sont anciens, et forte hausse des coûts de l'énergie nécessaire au chauffage des habitations peut être lourde de conséquences pour la santé ou la sécurité de leurs locataires. Il y a certes des solutions et des recours, et lorsque les situations sont repérées ou signalées, les procédures conduisent à la prise d'arrêtés par le maire ou le préfet, selon les causes de l'indignité, obligeant ainsi les (co) propriétaires à intervenir et prendre en charge la réparation des désordres. Promulguée en novembre 2018, la loi Elan donne ainsi aux collectivités les moyens de mieux dépister et résorber ces situations, notamment en leur transférant le bénéfice des astreintes imposées aux propriétaires pour que les travaux soient menés. Mais encore faut-il que les personnes concernées par le mal-logement puissent se faire entendre et souvent, beaucoup d'entre elles se découragent devant la complexité et longueur des démarches à entreprendre. C'est sur la base de ce constat qu'en 2020, naissait la start-up Histologe avec pour but de réaliser une plateforme informatique et une application afin d'offrir aux usagers la possibilité de signaler et décrire leur situation de manière simple et rapide. D'abord testée avec succès dans la communauté d'agglomération Pau-Béarn-Pyrénées, la plateforme Histologe a été retenue pour devenir une start-up de territoire au sein de l'incubateur de l'Agence nationale de la cohésion des territoires, et son expérimentation a été étendue à d'autres territoires. Désormais, Histologe est un service public dédié à la détection, le signalement, l'évaluation, l'envoi d'alertes et le suivi des logements pour accélérer la prise en charge du mal-logement et, depuis le début de cette année

2022, elle se déploie dans différentes collectivités françaises. Dont, depuis le 21 janvier, Ajaccio où la municipalité a mis en place Signalicasa, déclinaison locale d'Histologe. Du fait de l'existence d'un service communal d'hygiène et de santé (SCHS), qui exerce les missions assignées à l'Agence régionale de santé pour le reste de la Corse-du-Sud, le maire d'Ajaccio exerce la compétence en matière de vérification des conditions d'habitabilité prévues dans le Règlement sanitaire départemental et dispose des pouvoirs de police du préfet en matière de lutte contre l'habitat indigne. Les agents assermentés du SCHS sont habilités à rechercher et à constater les infractions aux dispositions réglementaires. En 2021, ils ont eu à traiter 25 signalements qui ont donné lieu à des visites, lesquelles, dans bien des cas, ont permis d'apporter des réponses concrètes. Si la prise en charge de ce type de problèmes relève de plusieurs acteurs (SCHS, Agence départementale pour l'information sur le logement, Caisse d'allocations familiales, services sociaux voire parfois le parquet), un outil tel que Signalicasa permettra d'améliorer l'efficacité des divers dispositifs, notamment en évitant aux personnes concernées d'avoir à entamer un parcours du combattant à la recherche du bon interlocuteur. Et ce d'autant que, comme l'explique Nicole Ottavy, adjointe déléguée à l'urbanisme, au logement et à l'aménagement urbain «à Ajaccio, ce sont 1411 logements qui sont potentiellement concernés par ces problématiques, dont 1188 sur le seul périmètre de revitalisation du territoire visée par le programme Action cœur de ville» avec une majorité de logements mis en location (78 %). Par ailleurs, souligne l'élue, 52 % de ces logements sont occupés par des ménages de plus de 60 ans. Pour effectuer un signalement directement, il suffit de se connecter sur signalicasa.histologe.fr puis de se laisser guider : les différents types de problèmes sont listés et doivent être sélectionnés en un clic, après quoi l'utilisateur est invité à préciser, toujours en un clic, le degré de gravité, il pourra ensuite ajouter des compléments d'information ou joindre des photos ; une fois la déclaration validée, il recevra une confirmation par mail et un numéro de suivi. Le dossier sera alors pris en charge et étudié par les services référents. ■ AN

POLLUTION INTÉRIÈURE : ON PASSE À L'ACTION !



Huit fois plus pollué qu'à l'extérieur, l'air intérieur que nous respirons toute la journée peut être un vrai poison pour notre santé.

Heureusement, il existe quelques astuces très faciles pour limiter ces substances nocives.

Si l'air que nous respirons à l'extérieur, et notamment en milieu urbain, est particulièrement pollué, quid de nos maisons ? Depuis quelques années maintenant, la dégradation de la qualité de l'air intérieur est devenue une préoccupation majeure de santé publique. Peintures, sols, isolation, bougies d'ambiance parfumées, produits d'entretien ménager... les sources de pollution intérieure sont en effet nombreuses. Résultat : l'air y est en moyenne huit fois plus vicié qu'à l'extérieur. Un vrai problème lorsqu'on sait que l'on passe 80 % de notre temps enfermé... Voici quelques astuces simples pour limiter les dégâts.

UNE POLLUTION INSIDIEUSE

Invisible, la pollution intérieure n'en est pas moins dangereuse ! Responsable de nombreuses maladies respiratoires et de cancers, elle inquiète de plus en plus les autorités sanitaires. Elle serait en effet responsable de 20 000 décès prématurés chaque année en France, selon l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail. Un risque qui inquiète 45 % des Français. Et pour cause, il peut exister plus de 500 polluants toxiques au sein du logement. On estime d'ailleurs que 79 % des habitations sont polluées et qu'au moins 42 % d'entre elles sont infestées par quatre polluants cancérigènes.

Parmi les substances les plus nocives, on trouve le monoxyde de carbone, un gaz incolore et inodore qui se dégage notamment des appareils de chauffage défectueux. De même, les composés organiques volatils (COV), tels que le formaldéhyde, le benzène ou les solvants sont diffusés par les peintures. Quant à certains revêtements, ils peuvent dégager des composés organiques semi-volatils, comme les phtalates et les bisphénols. Matériaux de construction, décoration, ameublement, à la maison, tout est potentiellement polluant !

FAITES RESPIRER VOTRE MAISON

Rassurez-vous : il suffit d'adopter quelques réflexes tout simples pour assainir l'air de votre intérieur. Tout d'abord : pensez à aérer. Ouvrez grand vos fenêtres pendant une dizaine de minutes chaque jour, matin et soir, été comme hiver, mais aussi

en fonction des activités que vous pratiquez : cuisine, coiffure avec des produits fixants comme les laques, ménage, travaux, etc. Si vous résidez à proximité d'un axe routier, privilégiez une aération tôt le matin ou tard le soir. Veillez aussi à nettoyer vos bouches de ventilation tous les trimestres.

Faites par ailleurs le ménage dans votre logement à raison d'une fois par semaine, afin d'éliminer les polluants biologiques tels que les poils d'animaux, les moisissures et les acariens. Préférez les nettoyants multi-usages qui limitent le nombre de produits différents et, si possible, ceux bénéficiant d'un label écologique ou ceux à base d'ingrédients naturels comme le vinaigre blanc ou le bicarbonate de soude.

GARE À LA POUSSIÈRE !

Mais attention aussi aux poussières ! En plus d'être extrêmement allergisantes, elles sont bourrées de substances polluantes cancérigènes et de perturbateurs endocriniens. Pour limiter leur présence au sein de la maison, prenez l'habitude d'ôter vos chaussures en rentrant afin de ne pas introduire de polluants extérieurs.

N'utilisez pas de balai ou de plumeau, qui éparpillent les poussières dans l'air, mais préférez l'aspirateur. S'il est doté d'un filtre HEPA, qui piège les particules fines, c'est encore mieux ! Pensez également à nettoyer régulièrement les écrans de télévision et d'ordinateur, dont la poussière peut contenir des retardateurs de flamme toxiques.

Enfin, évitez les sols plastifiés tels que le PVC, qui contiennent des phtalates, mais aussi les moquettes et tapis, véritables nids à poussières. Le parquet, le carrelage et le linoléum sont des alternatives plus saines. ■ MK



DE LA MODE ÉCO-RESPONSABLE

La mode de demain sera sans aucun doute éco-responsable! Rythmées par les défilés, les nouvelles collections, mais aussi et surtout par l'évolution des mœurs, les tendances d'aujourd'hui ont à cœur de proposer des vêtements plus respectueux de l'environnement et de l'humain.



De plus en plus de griffes, même chez les grands noms du prêt-à-porter, proposent désormais des vêtements éco-responsables.

DANS NOS PLACARDS

Depuis quelques années, la fast fashion – entendez l'industrie du prêt-à-porter éphémère – est pointée du doigt pour l'énorme gaspillage qu'elle génère. En effet, les rythmes effrénés de production, qui poussent à fabriquer toujours plus, toujours plus vite, font que la mode est aujourd'hui devenue la deuxième industrie la plus polluante du monde. En vingt ans, les Français ont ainsi doublé leur consommation de vêtements. Pourtant, 30 % de leurs achats ne seront jamais portés et plus de 600 000 tonnes de textile finissent ainsi à la poubelle chaque année. En parallèle, la main-d'œuvre, majoritairement localisée en Asie, travaille dans des conditions souvent cauchemardesques, tandis que les emplois dans l'Hexagone au sein de cette filière disparaissent. De nombreuses alternatives ont heureusement vu le jour pour respecter davantage l'environnement et continuer à se faire plaisir.

QUELS VÊTEMENTS CHOISIR POUR RESPECTER LA PLANÈTE ?

Loin d'être une prise de tête quotidienne, opter pour une mode plus éthique s'avère aujourd'hui relativement facile et bon marché, grâce à l'émergence de jeunes créateurs et d'entreprises locales porteuses de valeurs et de beaux projets. Afin de vous assurer que vos nouveaux habits s'inscrivent bien dans une démarche d'éco-responsabilité, ils doivent répondre à certains critères.

En premier lieu, la matière : évitez les tissus fabriqués à l'aide de produits chimiques comme le polyester, la viscose ou l'élasthanne. On mise plutôt sur les fibres naturelles, comme le lin, le chanvre, la laine ou le coton bio. Pour limiter leur impact écologique, on préfère ceux dont la production n'a nécessité ni traitements toxiques ni pesticides, et consommé peu d'eau. Pour se repérer, on s'aide de labels comme le GOTS ou l'Oeko-Tex, qui garantissent l'absence de substances néfastes pour l'homme et l'environnement. On veille également aux bonnes conditions de fabrication, afin d'éviter l'exploitation des plus démunis. Le made in France s'avère alors très intéressant, d'autant qu'il limite les transports.

LA SECONDE MAIN, DU PREMIER CHOIX !

Tous les fans d'articles vintage et de friperies vous le diront : les circuits de revente de vêtements entre particuliers n'ont que des avantages ! Si vous n'êtes pas adepte des enseignes de dépôt-vente type Emmaüs et autres temples de la chine, sachez qu'il existe de nombreuses plateformes de vente de vêtements d'occasion en ligne. Elles facilitent votre recherche en vous permettant de sélectionner la marque, la couleur, le style ou encore la taille. On y trouve même beaucoup d'habits neufs portant encore leur étiquette et proposés à un prix dérisoire. Le site le plus populaire de France, Vinted.fr, totalise 21 millions d'utilisateurs, dont 8 millions dans le pays. Vous pourrez y acquérir vêtements et accessoires en tous genres, mais aussi y revendre sans frais les pièces que vous ne portez plus et qui prennent la poussière au fond de votre penderie.

Il existe bien sûr d'autres e-shops, comme Videdressing.com, l'un des plus anciens, Vestiairecollective.com, plutôt orienté haut de gamme, ou Ethic2hand.com, dédié aux marques écoresponsables. Enfin, les plateformes généralistes comme Ebay.fr ou Leboncoin.fr ont fait leurs preuves.

DES MARQUES EN PLEIN DANS LA TENDANCE

La fast fashion aussi tente de se mettre au vert. Beaucoup de griffes transforment, petit à petit, leurs collections afin d'être plus respectueuses de l'environnement. Certaines favorisent l'upcycling, comme l'enseigne Balzac Paris, qui propose deux fois par an des vêtements responsables réalisés à partir de chutes de tissus et cuirs issus de précédentes collections. D'autres réinventent la fabrication du jean, comme chez Sézane qui remplace peu à peu ses vieux modèles par du denim responsable. Même son de cloche du côté de la jeune marque Ace Denim, qui parvient à fabriquer des jeans avec un seul verre d'eau ! Certaines enseignes vont encore plus loin en proposant des produits vegan, comme Veja, qui fabrique des baskets écologiques et sans matériau issu du monde animal.

Enfin, même les multinationales pointées du doigt pour leur industrie extrêmement polluante se mettent au diapason ! Les lignes « Join Life » de Zara, « Committed » chez Mango, ou encore « Conscious » chez H&M permettent désormais d'intégrer une mode éco-responsable dans les rayons des mastodontes du prêt-à-porter. ■ **Lauren RICARD et M.K**



THÉÂTRE

La chasse aux rats

Une décharge publique, drôle d'endroit pour pour une fin de soirée... C'est pourtant là qu'il a choisi de la conduire, pour cette «*première fois*» qui ne débouchera sans doute pas sur une deuxième. Elle n'est pas spécialement ravie, jusqu'à ce qu'il sorte une arme à feu et commence à tirer sur des rats. Au milieu des ordures, entre deux tirs, ils vident leur sac, se mettent à nu, au propre comme au figuré, copulent avec fureur, loin de se douter qu'on a vite fait de devenir le rat de quelqu'un d'autre. Né en 1944, le dramaturge autrichien Peter Turrini s'est essayé à plusieurs métiers [bûcheron, ouvrier métallo] avant de se tourner vers l'écriture théâtrale. En 1967, après avoir rédigé des slogans pour la filiale viennoise d'une agence publicitaire américaine, il plaquait tout pour aller vivre en Grèce, dans une communauté de «marginiaux». C'est là qu'il a écrit en quelques semaines sa première pièce, *La chasse aux rats*, dont les premières représentations, en 1971, à Vienne et à Munich, susciteront un scandale. «*Ma pièce, c'était aussi un cri, un acte de résistance contre le théâtre en place, la société en place*» dira plus tard Turrini. Ce n'est qu'en 1998 que ce texte est traduit en français, par Christophe Henri, et publié par Actes Sud. Pour le comédien et metteur en scène Pierre Salasca, diriger Laurianne Baudouin et Antoine Albertini dans cette satire cruelle de la société de consommation s'imposait : «*C'est notre époque, c'est mon époque. Tu te sens vivre, tu fais partie d'une famille, d'un clan. Tu « clic » à perdre haleine sur ton I Book, sur ton I Pad, sur ton I Phone. Tu es « au top ». Comment parler d'un tel thème au théâtre, quelle envie, quel choix de texte, quel auteur ? Pour tout cela, Peter Turrini m'a paru évident. La chasse aux rats m'a sauté à la gueule [...] violence des mots, taillés comme des couteaux, crus mais jamais vulgaires, humour sans filtre, mais au final, d'une grande poésie urbaine et contemporaine*».

Le 28 janvier 2022, 20 h 30. Centre culturel L'Alb'Oru, Bastia. ☎ 04 95 47 47 00 &

Les 3, 4 et 5 février 2022, 20 h 30. L'Aghja, Ajaccio. ☎ 04 95 20 41 15 & www.aghja.com

**Anna Magnani, le temps d'une messe**

Il y aura bientôt cinquante ans, elle faisait sa dernière apparition sur grand écran avec *Fellini Roma*, présenté en mars 1972 au Festival de Cannes, dans lequel elle tenait son propre rôle. Un an plus tard, le 28 septembre 1973, le peuple de Rome se massait pour les obsèques de celle qu'on appelait «La Magnani» mais aussi, plus familièrement, «Nannarella». Le comédien et auteur Armand Meffre s'était plu à l'imaginer assistant en spectatrice à ses funérailles, s'attardant une dernière fois pour se raconter, s'adresser à son peuple, celui qui a façonné sa personnalité, l'a faite grandir. Tour à tour, elle évoque sa jeunesse, ses débuts, ses joies et ses peines, sa vie de femme, ses rapports avec son fils, sa carrière de comédienne, ses insomnies et les chansons qui l'aidaient à attendre le jour, et Rome à laquelle son nom est lié à jamais. Le texte est mis en scène et interprété par Marie-Joséphine Susini.

Le 2 février, 20 h 30 théâtre municipal de Bastia. ☎ 04 95 34 98 00 & ecladam@yahoo.fr

Le 8 février 2022, 18 h 30. Centre culturel universitaire, Corte. ☎ 04 95 45 00 78 & studia.universita.corsica



PLURIDISCIPLINAIRE

Festival des arts sonores

Organisé par le collectif Zone Libre, cette manifestation fédère art sonore, écritures numériques, audiovisuel, musiques électronique et acoustique. Il propose une sélection de projets artistiques, en majorité des créations, des concerts/performances, une masterclass, des installations sonores, une résidence de création, des rencontres/débats et un parcours sonore dans la ville. L'accent est mis sur les talents émergents et les projets collaboratifs tels que *Machination*, performance live/expérimental qui associe le batteur Laurent Gueirard et le producteur de musique électronique Pasquà Pancrazi. Ou encore l'installation sonore *No Lockdown Sonopoetics* lancée au début du confinement dû au Covid-19, par l'historien de l'art et concepteur sonore Philippe Franck, alias Paradise Now qui, à cette occasion, avait invité plusieurs poétesses performeuses [Maja Jantar en Finlande, Catrine Godin au Québec, Sylvie Santi en France, Biba Sheikh aux États-Unis, Maria Malinoskaya en Russie] à lui adresser des textes écrits et lus dans ce contexte particulier et qu'il a ensuite mis en musique. Accès gratuit à toutes les événements proposés, dans le respect des règles sanitaires en vigueur.

Du 1^{er} au 5 février 2022. En divers lieux de Bastia. ☎ 06 08 07 47 86 & www.zonelibres.com

MUSIQUE

Nicolas Torracinta/The Granary

Musicien depuis l'enfance, Nicolas Torracinta a grandi dans un environnement musical éclectique, bercé à la fois par les sons des groupes anglo-saxons, de la folk américaine et de la musique traditionnelle corse. Après s'être formé à la guitare, ce passionné de cultures irlandaise et anglo-saxonne s'est également mis au chant et a entrepris de créer son propre répertoire, nourri à la fois de folk et de pop, et de ses différentes collaborations avec des groupes ou des artistes corses tels que Diana Saliceti, A Filetta, I Messageri, l'Alba ou Lionel Giacomini. Pour son premier album, *The Granary*, il interprète en anglais des chansons qu'il a écrites et composées, pour exprimer, dans une autre langue, un point de vue qui, lui, est profondément enraciné en Corse.

Le 5 février 2022, 20 h 30. Centre culturel Natale Rochiccioli, Cargèse. ☎ 09 62 61 95 14 & www.cargese.corsica



DIVAGATION ANIMALE

CAMBIÀ AVÀ VEUT PRENDRE LE TAUREAU PAR LES CORNES



Photo JE

Face à une divagation animale qui pose de plus en plus de problèmes en Corse, la toute jeune association Cambià Avà interpelle les autorités et les pouvoirs politiques insulaires. Deux revendications: écouter les victimes et avoir le courage politique d'agir.

Promeneurs chargés, véhicules percutés, jardins saccagés et malheureusement des usagers de la route qui décèdent après être entrés en collision avec un bovin. Les faits divers liés à la divagation animale s'accumulent. Pourtant, personne ne semble se préoccuper de cette problématique, s'insurge l'association Cambià Avà qui organisait le 22 janvier une conférence de presse devant la préfecture et la Collectivité de Corse à Bastia. L'association, créée en avril dernier, compte désormais plus d'une centaine d'adhérents. Elle entend faire bouger les lignes sur ce qu'elle considère être un «*insoutenable fléau*» pour la Corse explique sa présidente Maryline Taddei. Chacun y va de son histoire de vaches évitées ou non sur la route, de rencontre avec un taureau en divagation qui l'a conduit aux urgences, de présence d'animaux errant dans les centres-villes. Côté chiffres, l'association avance les données de la Direction régionale de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt (Draaf), avec 20 000 bêtes en divagation sur l'ensemble de l'île.

De plus, selon Cambià Avà, le nombre de victimes d'animaux en divagation «*augmente de manière exponentielle, nous avons une très longue liste de victimes. Dernière en date, un jeune homme attaqué par un troupeau de porcs en Castagniccia. Il s'agit d'un phénomène d'ampleur*».

Pour l'association, «*on parle beaucoup de la divagation, mais très peu des victimes*». Maryline Taddei parle de «*calvaire et de victimes abandonnées à elles-mêmes*» faisant face à «*des difficultés de prise en charge médicale, administrative et juridique*».

La conférence de presse avait deux objectifs. D'abord, faire réagir les autorités et surtout les faire sortir de leur silence sur la question: l'association dit avoir sollicité des rendez-vous et des rencontres qui sont restés sans réponses: «*Les gendarmes sont paralysés, la CDC est paralysée, l'État est para-*

lysé par un certain nombre d'agriculteurs [...] Quand on parle de divagation, on s'aperçoit que l'on dérange, c'est un sujet tabou» estime Maryline Taddei en reprochant aux «*autorités de laisser pourrir la situation alors que c'est à elles de prendre en charge ce dossier*». L'association en appelle au «*courage politique*» à tous les niveaux: État, Collectivité de Corse, communes, en associant évidemment les agriculteurs, rappelant au passage que de nombreux maires ont contacté l'association «*car ils étaient désespérés*». Et Maryline Taddei de lancer: «*Quand nous ne sommes pas capables de gérer des vaches, comment peut-on gérer une île?*». Mais les membres de Cambià Avà ne veulent pas non plus s'en tenir aux actions sur la voie publique pour poser et faire entendre une problématique que chacun des habitants de cette île connaît. L'association veut également devenir un acteur de ce dossier. Et c'est là son deuxième objectif. Dans un premier temps, elle a annoncé qu'elle allait se constituer partie civile lorsque les affaires de divagation animale terminent devant les tribunaux. De plus, l'association souhaite s'engager dans la résolution de cette problématique de manière active. Pour cela, elle demande de pouvoir participer aux commissions et aux diverses réunions pour représenter les victimes. Car pour Maryline Taddei, ne pas associer les victimes de la divagation animale est un non-sens. L'association demande également aux autorités que le phénomène soit quantifié, notamment en ce qui concerne le nombre de blessés et de passages dans les hôpitaux en lien avec des animaux en divagation, mais également de prendre en compte la souffrance animale, rappelant que certains de ces animaux en divagation sont livrés à eux-mêmes, avec seulement la peau sur les os. Pour Cambià Avà, «*l'heure est grave, il faut arrêter de dénoncer la divagation animale et avoir le courage d'intervenir*». ■ JE

POLITIQUE

LE PNC EN QUÊTE DE RENOUVEAU



Photo JE

Dans l'opposition depuis les dernières élections territoriales, le PNC qui tenait son assemblée générale le 23 janvier en a profité pour mobiliser ses troupes, rajeunir ses cadres et renouveler son logiciel politique face aux nouveaux défis qu'impose la société.

Le 23 janvier 2022, le Partitu di a Nazione Corsa (PNC) organisait à l'Université de Corse son assemblée générale. Près de 400 personnes étaient réunies dans l'amphithéâtre de la fac de droit. Pour le parti de Jean-Christophe Angelini, qui siège dans l'opposition depuis les dernières élections territoriales, l'objectif est de se reconstruire, d'adapter le logiciel politique aux nouvelles attentes de la société et donner une place plus importante à la jeunesse. Ce deuxième point est d'ailleurs très largement mis en avant dès l'ouverture de ce congrès qui marque également les vingt ans du PNC. À la tribune, la jeune garde du parti prend la parole. Plus de la moitié de l'exécutif sera sensiblement rajeunie.

«*Le parti peut être un espace de formation militante*» estime Pascal Zagnoli, jeune cadre du parti nommé porte-parole du PNC à cette occasion, rappelant au passage que le contexte est particulier «*en raison du désintéressement, mais aussi des résultats électoraux qui n'ont pas été à la hauteur*». Justement, impossible pour le PNC de ne pas évoquer ces dernières élections territoriales pour lesquelles la famille nationaliste est partie en ordre dispersé. Stéphane Accorsi, membre de l'exécutif du parti, rappelle «*la nécessité d'une structure forte et organisée*», avec toujours comme objectif de gagner le plus de représentations possibles. Si le PNC n'est plus au conseil exécutif, le congrès est l'occasion d'en prendre acte et même de faire son auto critique: «*le parti s'est recentré vers l'Assemblée de Corse et ce déséquilibre du parti nous ne pouvions pas l'anticiper. L'expérience que nous avons acquise doit nous rendre efficaces*», poursuit Stéphane Accorsi. Impossible, dans ce bilan, de ne pas évoquer l'alliance et le partage des responsabilités pendant plus de six ans avec Femu a Corsica. Depuis l'estrade Jean Christophe Angelini, évoque l'hégémonie de la nouvelle majorité, qu'il n'accepte pas, et assume son statut

d'opposant: «*Oui, nous sommes dans l'opposition, il n'y a pas de guerre avec la majorité, mais des approches différentes (...) il s'agit d'une épreuve d'humilité, qui est celle de passer des bancs de l'exécutif à ceux de l'opposition*». Le secrétaire national du PNC veut regarder devant et mettre son parti et ses troupes en ordre de marche: «*nous allons continuer à nous battre démocratiquement pour changer de pays et ce n'est pas pour faire de la figuration*». Jean-Christophe Angelini mise sur ses militants, mais aussi sur l'adaptation aux problématiques actuelles. Dans la salle, à tour de rôle, on prend la parole pour évoquer les nouvelles priorités à prendre en compte. «*On ne peut plus rester sur les fondamentaux des années 80, nous devons intégrer les problèmes sociaux et du quotidien*» explique Stéphane Accorsi. Les jeunes parlent de formations qualifiantes, d'accès à des emplois qualifiés, de filière aéronautique. On évoque aussi le sujet de la démographie de la Corse, la gestion de l'eau et l'écologie qui, précise Saveriu Luciani, ancien président de l'Office hydraulique, doit s'inscrire dans les combats du PNC. Tout comme la précarité galopante et la misère dans les villes et surtout dans le rural ou encore la question des addictions au cannabis, à l'alcool, aux jeux d'argents, au tabac. «*Le monde est entré dans une nouvelle ère*» expliquera Jean-Christophe Angelini qui veut «*changer de paradigme afin de penser ce monde nouveau*». Si l'après élections territoriales a été compliqué pour le PNC avec la perte de nombreuses délégations dont l'Agence de développement économique, l'Office des transports et l'Office hydraulique, le parti souhaite désormais aller de l'avant et tenter de survivre, via ses militants, aux six prochaines années dans le costume d'opposant. Prochaine échéance politique pour le PNC, les élections législatives de juin prochain avec pour ambition de faire réélire Paul-André Colombani, le député sortant. ■ JE

LA CHRONIQUE DE JEAN CHIORBOLI

LA RÈGLE DE LA BALANÇOIRE



Les usagers de toutes les langues écrites sont confrontés aux difficultés de l'orthographe, particulièrement graves par exemple dans le cas du français. Périodiquement s'élèvent des lamentations au sujet de la baisse du niveau des élèves qui inquiète même les gouvernements. Mais on devrait évaluer ce même niveau chez des adultes, y compris les plus «instruits». Comme l'a souvent indiqué le responsable des dictionnaires *Le Robert*: «le problème fondamental c'est le fait que l'orthographe française est largement arbitraire» [A.Rey]. Pendant une émission télévisée on a «administré» aux chroniqueurs une dictée de 4 lignes. Certains d'entre eux, journalistes professionnels à la compétence reconnue, ont fait 4 fautes (1 par ligne). Ces lacunes seraient donc encore plus «inquiétantes» que celles des écoliers? À moins que le bonnet d'âne doive plutôt être attribué à «ces guignols d'académiciens parisiens [qui] ont fait de cette langue quelque chose d'abracadabrant» [ledevoir.com 2009, forum]. Au cours des

championnats d'orthographe chers à l'écrivain français Bernard Pivot, on a vu des professionnels à «BAC +50» se réjouir de n'avoir fait «que 10 fautes» à la fameuse dictée, ce qui ne manque pas de provoquer les sarcasmes des observateurs étrangers, notamment dans les autres pays de langue romane. Pour eux, en effet, l'idée même d'un concours d'orthographe est saugrenue, et n'a aucun intérêt dans les langues où l'écriture est «phonétique»: les écoliers italiens ou espagnols apprennent l'orthographe à l'école primaire, et ne font pratiquement plus de fautes par la suite. En revanche dans les pays francophones chacun – y compris les profs – est contraint de garder toute sa vie un dictionnaire à portée de la main pour dissiper ses doutes. L'orthographe française est en effet un monument d'incohérence et de complexité, même si l'anglais n'est pas piqué des vers non plus [voir les concours de «spelling» très prisés par les écoliers américains].

On notera donc que les championnats d'orthographe ne

concernent pratiquement que la langue française. Ainsi que la langue ... corse pour laquelle ont été organisés des «campiunati d'ortografia». Les motifs invoqués sont divers: manière de «singer» le système français, ou de reconnaître que l'orthographe du corse s'est [récemment] «enrichie» de certaines complexités [dont selon nous elle aurait pu faire l'économie]. Les mauvaises langues diront qu'il s'agit d'une tendance pernicieuse, d'une «déformation» acquise par tous les Corses à l'école du français, après la démocratisation de l'enseignement. En France, des rectifications orthographiques ont été proposées [1990], par le Conseil supérieur de la langue française, votées par le gouvernement de l'époque et approuvées par «des grands spécialistes et amoureux du français» qui «ne sont certes pas des partisans du nivellement [ou nivellement, selon l'orthographe réformée] par le bas. Ils constatent simplement qu'une langue vivante doit évoluer, notamment en supprimant des anomalies ou des irrégularités qui embêtent même ceux qui maîtrisent [ou maîtrisent] le français».

Le passage que nous venons de reproduire donne des exemples des simplifications de la réforme de 1990: «L'accent circonflexe disparaît sur les lettres *i* et *u*». Concernant les anomalies «réaccordées», on écrira charriot sur le modèle de charrue [voir renouvo.org].

Mais pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué? La réforme [raisonnable] de 1990 a suscité une levée de boucliers telle que le gouvernement a dû faire marche arrière, si bien que les rectifications orthographiques «sont officiellement recommandées, sans toutefois être imposées» [orthographe-recommandee.info]: on pourra donc écrire «maîtriser» ou «maïtriser», «nivèlement» ou «nivellement». Le Dictionnaire Hachette ou Le Petit Robert intègrent eux aussi 100 % des rectifications. Reste à savoir combien de professeurs permettent à leurs élèves d'écrire «connaître» ou «couter» sans accent circonflexe. Malgré les réformes successives le chantier de l'orthographe française reste ouvert: l'Académie française désapprouve en 2016 des rectifications orthographiques pourtant intégrées dans la neuvième édition du dictionnaire de l'Académie.

Voilà donc que la loi établie par l'autorité officielle de référence en matière de langue française est contestée, signe qu'une «norme imposée d'en haut» est de moins en moins acceptée [pour de bonnes ou de mauvaises raisons]. À un moment où s'exprime une forte demande de norme rigoureuse pour la langue corse, quel serait le rôle de l'Office de la langue corse, censé se définir comme «une instance de normalisation linguistique»?

Beaucoup d'interrogations demeurent:

- 1) Peut-on dire aujourd'hui, cinquante ans après la «réforme» impulsée par *Intricciate è cambiarine*, que «l'orthographe corse est unifiée à 90%» [Ettori F. 1981]?
- 2) Alors que le but était de réduire les variations, on assiste au contraire à leur multiplication. Cette variété des pratiques est-elle mieux acceptée par les usagers et les «agents glotopolitiques» [enseignants, écrivains etc.]?
- 3) N'y a-t-il pas une tendance à la «complication» de l'orthographe corse, sous l'influence [pernicieuse] du modèle français?

LA RÈGLE DE LA BALANÇOIRE («A RECUA DI U MANGANIOLU»)

Une des principales difficultés de l'apprentissage du corse est le décalage entre oral et écrit, notamment la notation des consonnes. Ce n'est pas un hasard si le titre du célèbre «manuel pratique d'orthographe corse» évoque *e cambiarine*, les «consonnes mutantes». La variation consonantique est une modification phonétique qui voit la consonne d'un mot changer selon son environnement phonétique ou syntaxique. Il s'agit d'un phénomène diachronique déjà latin; le corse fait partie des rares langues romanes à l'avoir conservé, et à présenter en synchronie l'alternance automatique des consonnes initiales. Ainsi un <f> initial aura une réalisation sourde et tendue [ff] après une voyelle finale tonique, ou bien sonore [f] après une voyelle sans accent: ex. *vintitrè* [ff]ili/dui [v]ili. Le premier exemple illustre le phénomène du redoublement syntaxique connu aussi de l'italien standard: une voyelle finale tonique est brève, elle est donc suivie d'une consonne longue [forte, tendue, double]. Dans le deuxième exemple, il s'agit en quelque sorte du phénomène complémentaire de la lénition: une voyelle finale atone est longue, elle est donc suivie d'une consonne brève [faible, relâchée]. Si ces phénomènes sont connus dans les autres langues, ils ont en corse un fonctionnement spécifique à bien des égards. Le redoublement phonosyntaxique corse se rapproche plutôt de l'italien méridional que du toscan. Par exemple la préposition da «renforce» en toscan alors qu'elle provoque en corse la lénition: toscan *da sotto* = da[ss]otto, corse *da sottu* = da[z]ottu. Contrairement au toscan, le corse est soumis à la «lénition centroméridionale». De ce point de vue la Corse n'est pas rattachée à la Romania Orientale (dont fait partie notamment l'Italie), mais à la Romania occidentale, plus précisément au sous-ensemble méridional qui tend à conserver les consonnes sonorisées et s'oppose aux variétés occidentales où l'affaiblissement peut aller jusqu'à la disparition. La lénition concerne la Corse entière mais produit des résultats qui peuvent varier selon la nature des phonèmes et la variété concernée. Alors que /f/ en position faible est sonorisé [f] dans toute la Corse], un /d/ soumis à lénition peut se maintenir, disparaître, ou se rapprocher de [r] selon les variétés. À l'écrit et même en position interne, on relève des variations du type *storia/stodia* («histoire») ou même *storghja* [parler ajaccien: latin *HISTORIA*, variation régulière ailleurs cf. *AREA<aghja/arghja* «aire»].

La sonorisation des consonnes sourdes intervocaliques, phénomène parfois attribué au substrat celtique, est considérée comme un trait important pour la distinction entre Romania orientale et occidentale. Cependant, les mécanismes de lénition des sourdes et des sonores sont interdépendants et la situation corse ne peut être entièrement assimilée ni à la «lénition celtique», ni à la «lénition centroméridionale [non toscane]». La linguistique a mis en relief l'originalité de la situation corse où l'alternance entre sourdes et sonores d'une part, entre sonores et spirantes d'autre part, est encore aujourd'hui un phénomène «vivant et automatique» [Tekavčić P. 1972]. Nous verrons dans une prochaine chronique comment il est pris en compte à l'écrit. ■

Jean Chiorboli, (linguacorsica@gmail.com)

Informations et références librement accessibles en ligne / <https://bit.ly/3otO62F>



L'APPUNTAMENTI DI SANTU CASANOVA

LIBRI, ARTI È SPITTACULI, SINEMA ...

DON'T LOOK UP PISEMU U CAPU



U filmu hè diventatu un fenomenu, u sicondu u più vistu di a storia di a piattaforma di streaming Netflix, dipoi a so missa in ligna u 24 di dicembri scorsu. Rializatu da Adam McKay, *Don't look up* hè un successu tamantu pà parechji raghjoni. Dighjà, u casting hè trimendu: Leonardo DiCaprio, Jennifer Lawrence, Meryl Streep o puru Cate Blanchett par ùn cità cà elli. Eppo par via di a storia di l'opara cinematografica stessa è di u so missaghju. Un mischju dilicatu di risa è di dinunzia pà fà nascia un sveghju di i cuscenzi. Svighjà i cuscenzi nant'à chì? A crisa climatica! A spirazioni di u rializatori: i scentifichi chì cunnoscini l'effetti dramatichi di u cambiamentu climaticu è chì si ritrovani di fatti ghjucati à a risa da u mondu puliticu è mediaticu. Dui entità chì fermani cionchi di pettu à i sfarenti chjami urghjenti lampati è chì prifiriscini veda i cosi à cortu andà, fendu passà in priorità parechji altri sughjetti. Un asempiu incù «l'inchiesta» maiò d'un canali di televisiò: a fini di u coppiu star trà una cantarina è u so cumpagnu chì l'hà ingannata! Ma invece di trattà direttamenti di u sughjettu ch'ellu t'avia in capu, Adam McKay hà sceltu una metafora abbastanza efficaci, ancu s'ella ùn hè cusì urighjinali: a scuparta d'una cometa da dui scentifichi, chì minaccia di tumbà tutti l'essari vivi di a pianeta. È malgradu quilla scuparta, à principiu, tuttu u mondu si n'infutti, soprattuttu a presidenti di i Stati Uniti è a so amministrazioni. I ghjurnalisti ùn ci volini creda, ridendu à più pudè, è a disinfurmazioni faci u so effettu nant'à a pupulazioni, rinfurzata da u puteri di i reti siciali. Ma, à un mumentu datu, l'evidenza ùn pò più essa nigata: a cumeta hà da pichjà a Tarra. Tandù, i puteri publichi è i sapientoni di u mondu si mubilizeghjani pà distrughjala. Hè tandu ch'ellu intarveni unu di i parsunaghji i più caricaturali di u filmu: u patroni di un'intrapresa maiò di telefonini. Invece di pruvà à neutralizà a cometa è di salvà qualsiasi forma di vita inde u nostru mondu, hà da circà à sfruttalla à u più, riguardendu tutti i cumponenti rari di l'astru pà fassi miliardi di dollari è cuntinuà à pudè fabbricà i so smartphones. Di sicuru, l'affari ùn s'ani micca da passà cusì è, pà falla corta, cù un spoil evidenti tamantu (ci scusemi), a cometa ùn sarà micca distrutta. Un filmu di guasgi dui ori è mezu, chì passani assai in furia, senza mai perda u filu di a storia malgradu i pass'è veni dighjà amintati trà i mumentu di risa è i fasi più dramatichi. U ghjocu di l'attori hè dinò d'una ghjustezza trimenda. Leonardo DiCaprio intarpriteghja u so rollu di scenticu cù tutti i so difetti à a perfezioni; un attori dighjà abbastanza sinsibulizatu à a causa climatica è a l'eculugia, frà altru à traversu a so fundazioni di sustegnu à prò di u sviluppu durevuli mundiali, è a pruduzioni di un ducumentariu, *The 11th Hour*, nant'à u tema di u riscaldamentu climaticu. Ùn parlemi micca di a so cullega scentifica inde *Don't look up*, incarnata da l'attrici Jennifer Lawrence, in un stili chì faci di ssu coppiu cinematicu un mudellu di complementarità. U parsunaghju di a presidenti di i Stati Uniti, ghjucatu da Meryl Streep, ci stupisci dinò. Ci si pari di ritruvà à Donald Trump vistutu à donna! Infini, si pò dì chì Adam McKay faci falà i cutrati contr'à i putenti di u nostru mondu, i ghjurnalisti, a sucità oghjinca è a nostra incapacità à pisà u capu è à fighjulà ciò chì si passa: u periculu s'avvicina, ma u nighemu pà firmà inde una gnuranza pusitiva rinfurzata da a nostra vulintà di salvà u nostru cunfortu matiriali. Senza essa niscentri, bastarà daveru un filmu pà cambià l'avvena di a nostra pianeta? In tutti i casi, t'hà u meritu, pà quilli chì t'ani un minimu di cuscenza è di spiritu cullittivu, di mettaci un calciu in quillu locu pà pruvà à mudificà i nostri abitudini. ■

Déni cosmique

SEPTEMBRE 2020

COVID-19; AN 2



Avec 2021, la France entame une deuxième année placée sous le signe du Covid-19, à l'image de ce qu'a été une grande partie de 2020: sous couvre-feu et avec une partie de ses lieux dits «non essentiels» fermés. Des mesures plutôt bien respectées, même si de l'avis général il est temps que ce mauvais film de science-fiction se termine. Bien que cela ne semble pas à l'ordre du jour... En Corse, les rassemblements traditionnels des fêtes de fin d'année ont laissé leur trace et on frôle une nouvelle fois des taux dangereusement élevés de contamination. Pourtant, un pass sanitaire avant l'heure conditionne l'entrée dans l'île. Depuis le 19 décembre, chaque voyageur doit en effet obligatoirement présenter un test négatif de moins de 72 heures à sa descente de l'avion ou du bateau, sous peine de se voir infliger une amende de 135 euros. Prévu initialement pour les vacances, ce dispositif est finalement prolongé une première fois durant tout le mois de janvier afin de protéger l'île où les clusters se multiplient à grande vitesse. À l'heure des vœux, en conférence de presse le 7 janvier, le Premier ministre Jean Castex, lancera: «2021 sera l'année de l'espérance». Une façon de tenter de rassurer les Français, tout leur en concédant que la seconde vague est toujours là, et que les variants britannique et sud-africain sont au cœur des inquiétudes. Dans cette ambiance morose, il avertit que les établissements fermés, tels que les bars et restaurants et tous les lieux culturels, devront encore le rester au moins jusqu'à la fin du mois. Mais il marque aussi un espoir de voir peut-être la fin du cauchemar s'approcher en annonçant que la France a commandé 200 millions de doses de vaccins qui seront distribuées tout au long de l'année 2021. Les premiers viennent d'ailleurs d'arriver en Corse, où des personnels soignants et résidents d'Ehpad ont pu recevoir leur première dose. Pour le reste de la population, les injections se feront au compte-goutte, selon un calendrier bien établi. Jean Castex détaille ainsi qu'à partir du 18 janvier, tous les plus de 75 ans ou les personnes qui présentent des pathologies pouvant les amener à développer une forme grave de Covid quel que soit leur âge, pourront être vaccinées. Viendront ensuite les plus de 65 ans à partir de début février, et tous les plus de 18 ans au printemps. En attendant cette généralisation, les débuts de la campagne de vaccination sont timides. On craint ces vaccins qu'on dit trop rapidement développés. De plus, le Pfizer – premier distribué en France – et le Moderna sont basés sur une toute nouvelle technologie qui, si elle a fait ses preuves dans le milieu scientifique, est encore inconnue du grand public: l'ARN messenger. Naissent dès lors diverses inquié-

tudes, notamment quant à une supposée modification de l'ADN de la personne vaccinée. Le gouvernement devra redoubler d'effort pour convaincre les Français d'aller se faire vacciner. Pendant ce temps-là, après un an de pandémie, les conséquences sur l'économie se font de plus en plus sentir et la crise guette. Fin janvier, l'Insee annonce d'ailleurs que la Corse est la région de France la plus impactée économiquement par le Covid-19. Pour tenter de redresser la barre, le Conseil exécutif a fait voter un plan «Salvezza è Rilanciu» par l'Assemblée de Corse fin novembre, à travers lequel il avait prévu le déblocage de 400 millions d'euros, dont 100 millions seraient financés par la Collectivité de Corse. Un appel du pied avait été lancé à l'État pour financer les 300 millions restants. Mais début janvier c'est la douche froide: Emmanuel Macron rejette ce plan dans un courrier où il indique que «sur les 1,6 milliards d'euros d'aides de l'État qui ont été mobilisés au bénéfice des entreprises corses dans le cadre de la crise sanitaire, 455 millions d'euros excèdent les montants mobilisés au plan national par l'État dans les autres régions de France» et note que les indicateurs «témoignent d'améliorations du paysage économique encourageantes» sur l'île. Gilles Simeoni tonnera en retour que le constat du Président est mauvais et alertera pour sa part sur une situation «extrêmement inquiétante qui risque de s'aggraver dans les prochains mois». Maigre consolation, pour rebooster l'économie, le gouvernement annonce un Plan France relance qui octroie à la Corse 107,5 millions d'euros, sur les 1000 milliards prévus dans le dispositif. Pas de quoi sortir la tête de l'eau pour autant. 2021 s'annonce compliquée. ■
MP

UN AN PLUS TARD

C'est désormais le Covid an 3 que nous venons d'entamer. Si la vague Delta semble être presque derrière nous en ce début d'année, c'est son petit frère Omicron qui fait des siennes avec une contagiosité tellement accrue que l'Organisation mondiale de la santé a annoncé qu'un Européen sur 2 pourrait être contaminé d'ici quelques semaines. Heureusement, ce variant semble être moins virulent que ses prédécesseurs. Et surtout, après lui renaît l'espoir d'enfin éradiquer cette pandémie qui fait vriller la planète depuis bien trop longtemps. ■

CARNETS DE BORD

LA PRIMAIRE,
LE «ROLLING»
ET PORTALIS

par Béatrice HOUCARD



Habituellement, pour une élection et surtout pour la présidentielle, on ne manque pas de candidats : c'est le «trop-plein» décrit jadis par le général de Gaulle quand il évoquait sa succession. Pour la «primaire populaire», c'est le contraire : les 467 000 électeurs qui se sont inscrits auront, du 27 au 30 janvier, le choix entre sept candidats, dont trois qui revendiquent de ne pas participer à l'exercice et se moquent comme d'une guigne [ou presque] du résultat qui en sortira.

Trois d'entre eux sont déjà des candidats déclarés : Anne Hidalgo pour le Parti socialiste, Yannick Jadot pour Europe Écologie les Verts, Jean-Luc Mélenchon pour la France insoumise. S'ajoutent à la liste l'eurodéputé Pierre Larrourou, l'ancienne ministre Christiane Taubira et les deux militantes que sont Anna Agueb-Porterie et Charlotte Marchandise, laquelle a de la suite dans les idées puisqu'elle avait recueilli 135 parrainages d'élus locaux en 2017.

L'inscription de 467 000 personnes constitue un petit succès. Même si c'est difficilement comparable, c'est mieux que les 115 000 électeurs de la primaire du parti Les Républicains, qui a désigné Valérie Pécresse ; mieux que les 104 772 électeurs qui ont désigné Yannick Jadot ; mieux que les 22 150 qui ont choisi ou plutôt validé le choix d'Anne Hidalgo au PS. Mais moins bien que les 4,4 millions d'électeurs de droite choisissant François Fillon pour le scrutin de 2017. On ne sait pas si, dans la dernière ligne droite de la «primaire populaire», le PS ou la France insoumise ont poussé ou non leurs militants à participer sans le dire, histoire de donner à leurs candidats respectifs un petit bonus, voire une chance de gagner.

S'adressant à des électeurs de gauche, les promoteurs de cette primaire, Samuel Grzybowski et Mathilde Imer, avaient mis au point avec des groupes de travail un projet où l'on trouve la reconnaissance du vote blanc, la hausse des salaires dans l'éducation et la santé, le plafonnement des frais bancaires et des marges de la grande distribution, l'instauration d'un RSA-jeunes ou le rétablissement de l'ISF, mantra des meetings de gauche. Ne leur retirons pas ce mérite : ils ont travaillé à un projet et réfléchi à ce qui pourrait faire re-

culer l'abstention en remobilisant l'électorat de gauche, notamment chez les jeunes, même si l'on doute qu'une majorité d'électeurs inscrits viennent des si convoités milieux populaires, qui ont d'autres chats à fouetter.

La prise en compte de vrais-faux candidats n'est pas la seule originalité, pour ne pas dire anomalie, de cette «primaire populaire» à un seul tour, puisque les électeurs ne choisiront pas directement un nom, mais devront répondre à la question suivante : «*Pour faire gagner l'écologie et la justice sociale à l'élection présidentielle, j'estime que chacune de ces personnalités serait...*» Ils choisiront de répondre, pour chacun des sept, «Très bien», «Bien», «Assez bien», «Passable» ou «Insuffisant». À l'arrivée, dimanche 30 janvier à 17 heures, la candidature retenue sera «*celle jugée la plus méritante par la majorité de l'électorat, c'est-à-dire celle qui obtient la meilleure mention «majoritaire»*».

Il s'agit, disent ses initiateurs, d'un «*vote par valeurs*», un «*jugement majoritaire*» mis au point par deux mathématiciens français, Michel Balinski et Rida Laraki. Techniquement et numériquement parlant, le vote tient la route et les instances ad hoc ont donné leur feu vert. Politiquement, c'est une autre affaire. Argument de la défense : «*C'est le mode de décision que vous utilisez tous les jours, que ce soit pour choisir un film ou un repas.*» L'ennui, c'est qu'on ne choisit pas un président de la République comme on décide, au restaurant, de prendre de la viande ou du poisson.

UN SONDAGE PAR JOUR

Quand on aime encore la politique envers et contre tout, on hésite à recommander la lecture de ce livre au titre bêtement racoleur. Dans *Pour une fois, il n'y avait pas d'argent liquide* (Éditions L'Archipel), Jérôme Lavrilleux, après avoir longtemps vanté le spectacle sur le devant de la scène, nous fait visiter les coulisses. Ancien directeur de cabinet de Jean-François Copé à l'UMP, directeur adjoint de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2012, il a été condamné en première instance à trois ans de prison, dont deux ferme, dans l'affaire des fausses factures de ladite campagne. Il a été le seul à assumer sa responsabilité puis a quitté la

QUAND J'APPRENDS QUE MON **EXPÉRIENCE** VAUT UN **DIPLÔME !**

*Ugnunu pò
truvà a so
strada!*

VAE*

INFORMATION & CONSEIL

Quelles démarches ?

Quel financement ?

Comment constituer son dossier ?



N° VERT
APPEL GRATUIT

0 800 100 126

* VALIDATION des **ACQUIS** de l'**EXPÉRIENCE**